

Conseillers en exercice : 40 L'an deux mille vingt-deux, le sept avril, à vingt heures
Présents : 27 trente, le Conseil Communautaire s'est réuni en séance
Absents excusés : 5 ordinaire à la salle du Conseil communautaire au siège
Pouvoirs : 8 de la Communauté à Saint-Chély d'Apcher, après
Votants : 35 convocation légale sous la Présidence de Monsieur
Christophe GACHE.

Etaient présents :

Commune d'Albaret Ste Marie : BOUCHARD André
Commune de Blavignac : CHADELAT Yves
Commune de Chaulhac : ROUSSET Gérard
Commune de Fontans : VANEL Jean-Paul
Commune de La Fage St Julien : DAUNIS Josette
Commune de Lajo : VALY Christian
Commune du Malzieu-Forain : ROUQUET Colette
Commune du Malzieu-Ville : BRUGERON Jean-Noël
Commune de Prunières : ODOUL Roland
Commune de Rimeize : BAUMELLE Hélène
Commune de Saint Alban sur Limagnole : SOULIER Samuel, CONSTANT Sandrine,
BRUNET Jean-Marie, TREBUCHON Géraldine
Commune de Saint Chély d'Apcher : HUGON Christine, GACHE Christophe, ERWIN
Valérie, BUFFIERE Christophe, LADEVIE Sandrine, ROBERT Jean-Paul, BOULLE Cécile,
BARRANDON Cyril, GAUTHIER Marie-Laure, PARAN Christian
Commune de St Pierre le Vieux : FOSSE Emmanuel
Commune de St Privat du Fau : LAURENT Jean-Claude
Commune de Serverette : CORNUT Séverine

Absents avec procuration :

Commune d'Albaret Sainte Marie :
THEROND Michel donne pouvoir à BOUCHARD André
Commune du Malzieu-Ville :
MAGNE Jean-François donne pouvoir à BRUGERON Jean-Noël
Commune de Paulhac en Margeride :
GUENNOU Alain donne pouvoir à BRUGERON Jean-Noël
Commune de Rimeize :
PIGNIDE Thomas donne pouvoir à BAUMELLE Hélène
Commune de Saint Chély d'Apcher :
HERTZOG Jean-Claude donne pouvoir à ERWIN Valérie
BRUGERON Benoît donne pouvoir à GACHE Christophe
LAFONT Pierre donne pouvoir à GAUTHIER Marie-Laure
Commune de Sainte-Eulalie :
MEYRAND Christian donne pouvoir à HUGON Christine

Absents excusés

Commune de Julianges : ARCHER Thierry
Commune des Bessons : TARDIEU René
Commune de Saint-Chély-d'Apcher : ITIER Muriel, DUPONT Stéphanie
Commune de Saint-Léger du Malzieu : JAFFUEL Ludovic

Madame Sandrine LADEVIE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

Le Président certifie qu'un extrait de la présente délibération a été publié le 12 avril 2022 et que la convocation avait été faite le 1^{er} avril 2022.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture de la Lozère, |

12 AVR. 2022

REÇU EN PREFECTURE

le 12/04/2022

Application agréée E-legalite.com

99_DE-043-200069135-20220407-2022_043-DE

Tout recours contentieux à l'encontre de la présente délibération doit être déposé, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, auprès du Tribunal Administratif de NIMES. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Objet : Modification du tableau des emplois – Création d'un poste de catégorie B de technicien

Vu la loi du 26 janvier 1984, notamment l'article 34,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le tableau des emplois,

Vu la compétence obligatoire de la Communauté de communes de Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) et de la compétence facultative de gestion du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC),

Vu la loi NOTRe du 7 août 2015 et la loi du 3 août 2018 par lesquelles le législateur a prévu le transfert de la compétence eau potable et assainissement aux communautés de communes au plus tard le 1^{er} janvier 2026,

Considérant les enjeux grandissants liés à la ressource en eau, à l'environnement, à la complexité technique, financière et administrative qui découlent de l'exercice de ces compétences ;

Précisant qu'un poste de technicien principal de 1^{ère} classe a été créé, par délibération n°2021-071 du 14 septembre 2021, afin de mener à bien les différentes missions de la Communauté de communes énoncées ci-dessus,

Considérant qu'à la suite de la procédure de recrutement, un poste de technicien principal de 2^{ème} classe a été créé, par délibération n°2022-005 du 28 février 2022, le candidat bénéficiant d'un avancement de grade de technicien vers technicien principal de 2^{ème} classe au sein de sa collectivité d'origine,

Considérant qu'après examen du dossier du candidat par le centre de gestion de la Lozère, ce dernier ne remplit pas les conditions nécessaires à cet avancement de grade,

Aussi, il convient de créer un poste de technicien territorial, grade actuel du candidat à recruter,

Le Conseil Communautaire après avoir entendu l'exposé du rapporteur et après en avoir délibéré :

- crée un poste de technicien territorial à compter du 25 avril 2022,
- modifie le tableau des emplois en conséquence.

POUR : 35 VOIX

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an susdits, et les membres présents ont signé au registre,

Le Président,

Christophe GACHE



REÇU EN PREFECTURE

le 12/04/2022

Application agréée E.legalite.com

99_DE-048-200069185-20220407-2022_043-DE